

## GOUVERNANCE

# La Flandre en « modèle PS »

**Artifices budgétaires, administration pléthorique, « réglementite » aigüe, bureaucratie tatillonne, nominations politisées: la Flandre « qui gagne » patauge aussi. Et là, le PS n'y est pour rien...**

Par **Pierre Havaux**

**L'**acte de décès est paru sans publicité tapageuse. L'enterrement s'est déroulé sans fleurs ni couronnes. RIP ViA : la Flandre renonce à s'autoproclamer officiellement « Vlaanderen in Actie ». Elle sait se faire discrète quand il s'agit de ravalier sa fierté.

Rideau sur une belle aventure lancée en 2006 par un certain Yves Leterme (CD&V), alors ministre-président flamand mais aussi chantre de la « goed bestuur ». Viva ViA ! Longue vie à « Vlaanderen in Actie », le plan de bataille d'une Flandre conquérante qui promettait de la hisser dans le top 5 des régions les plus performantes d'Europe d'ici à 2020. D'en faire un champion de l'efficacité dans la gestion publique, un

« crack » de l'économie de la connaissance. Et de mettre dans la tête de 6,5 millions de Flamands que « ce que nous faisons nous-mêmes, nous le faisons mieux ».

**« La Flandre n'a pas l'habitude des francophones de se serrer la ceinture »**

ViA devient une Bible au plat pays. A son tour gardien du temple de la bonne gouvernance flamande, Kris Peeters (CD&V) la brandit régulièrement à la face de ceux qui osent douter. « Avec ViA, nous travaillons sur un plan à long terme. L'Europe a souligné à plusieurs reprises qu'avec ViA nous avons choisi la bonne voie et la bonne approche », martèle encore le numéro uno de Flandre il y a tout juste un an. Non, jure-t-il dans la foulée, « « Vlaanderen in Actie » n'est pas aux soins palliatifs ».

Exit Peeters: Bourgeois I<sup>er</sup> débranche la prise, sans états d'âme. La coalition N-VA / CD&V / Open VLD sortie des urnes de mai 2014, a jugé le pronostic vital engagé : 337 projets programmés sous la bannière ViA, moins de 40 réalisations bouclées au bout de huit ans. L'opération relevait de l'acharnement thérapeutique.

Personne ne s'est manifesté pour verser une larme. Même Kris Peeters, parti réorienter sa carrière au niveau fédéral, fait savoir qu'il a tourné la page. Les langues se délient pour enfoncer le clou dans le cercueil: « ViA était un projet de prestige, sans consistance, sans cohérence, sans animateur. Une pure opération de marketing. » La palme de l'oraison funèbre revient à Luc De Bruyckere, l'ex-patron des patrons flamands: « ViA était un magasin où tout était à acheter, mais où, finalement, personne n'était comblé. » Un bric-à-brac à ne pas confondre avec un plan Marshall à la flamande: « Le plan Marshall wallon dégage une image positive, porte l'idée d'un redéploiement économique associé à des projets concrets », relève le politologue Dave Sinardet (VUB.)

7,9 millions d'euros dépensés en pin's, ballons, tee-shirts ou sponsoring d'équipe cycliste n'ont pas empêché le vernis de craquer. Lode Vereeck, ex-député de la Lijst Dedecker (LDD) repêché comme sénateur Open VLD coopté, a été jadis bluffé par « cette poignée de mains entre un humain et un robot, qui symbolisait la révolution Flanders Technology ».

C'était dans les années quatre-vingts. « Vlaanderen in Actie » n'a jamais soutenu la comparaison: « C'était un bon plan, mais un label incommunicable. »

Le gouvernement flamand assure ne jeter que l'emballage. Promet de garder le cap. En moins bling-bling. Priorité à une approche plus transversale pour relancer la success-story flamande, en repoussant à 2040-2050 l'horizon des ambitions. Sage report, pour une région qui pointait encore à la 27<sup>e</sup> place au dernier classement des performances des 134 régions d'Europe.

La Flandre sûre d'elle-même revient sur terre. Elle n'aurait plus les moyens de rouler des mécaniques. Professeur émérite de droit à l'université de Gand, lui aussi ancien député LDD, Boudewijn Bouckaert annonce le temps des vaches maigres: « ViA était un programme lié à une époque où il y avait encore de l'argent à dépenser. »

Cet argent, gage de l'insolente santé financière de la Flandre, commence subitement à manquer. Surtout depuis que le maître d'école européen a brutalement sifflé la fin de la récré. Le meilleur élève de la classe budgétaire belge ●●●

●●● vient ainsi de se prendre un méchant coup de latte. Il médite ce qu'il en coûte d'avoir voulu jouer au plus malin pour enjoliver ses comptes.

Très mauvaise idée que d'avoir évacué du budget flamand le financement des écoles de demain et des futures maisons de repos, ou du pharaonique projet d'aménagement du Ring anversoïis, sous le prétexte qu'il s'agissait de partenariats public-privé (PPP). L'Europe a peu apprécié : elle prie les autorités flamandes de rapatrier ces lourds investissements dans le budget. Une tuile pour une région qui a largement exploité le filon : 14 milliards d'euros ont été investis en PPP dans des centaines de projets.

Difficile de plaider la bonne foi : « Depuis l'opposition où je siégeais sous la législature précédente, j'avais prévenu que l'Europe n'accepterait pas de tels montages. Le gouvernement flamand répondait toujours : attendons la décision. Sans prévoir de matelas financier pour encaisser le choc », reprend Lode Vereeck.

Voilà le bon père de famille pris en défaut de rigueur. La Flandre des équilibres et des surplus budgétaires, de l'endettement nul jusque 2008, se découvre un déficit estimé, en 2014, à 560 millions. Elle écope d'une dette directe, passée sans coup férir, en 2013, de 3,995 milliards à 16,6 milliards d'euros. Avec une tendance durable à la hausse.

« La Flandre qui gagne » et qui bouge devient aussi la Flandre qui patine et qui doute. Lode Vereeck égrène les priorités chiffrées. « 500 millions d'euros pour diminuer, par exemple, les cotisations sur le travail. 500 millions pour soutenir la Recherche & Développement, où la Flandre n'est plus dans le peloton de tête. 500 millions pour financer les soins en général, dont 300 millions en faveur des handicapés lourds : 20 000 personnes en liste d'attente. Et puis, il faut s'attaquer d'urgence aux files sur les routes. La Flandre est la région la plus embouteillée au monde ! »

Où trouver tant de sous, alors que les compteurs s'affolent ? Herman Matthijs, spécialiste en finances publiques à la VUB et à l'université de Gand, grimace : « Le budget que la Flandre consacre aux dépenses sociales est passé de 3 à 11 milliards d'euros. Il devient le premier poste de dépenses publiques, comparable au budget alloué à l'enseignement. » Déchirantes révisions en vue. « Les Wallons et les francophones ont toujours connu les problèmes budgétaires. La Flandre n'a pas l'expérience de ce genre de défis, ni l'habitude de se serrer la ceinture. » Allô Namur ? ●

#### **CHANTIER OOSTERWEEL, LA BOMBE BUDGÉTAIRE**

**O**osterweel, le mégaprojet de fermeture du Ring anversoïis, risque l'embardeé financière. La Flandre croyait pouvoir absorber cet investissement colossal de 3,2 milliards d'euros en le classant hors de son budget. Panique au village flamand : l'Europe menace de recaler le montage et d'imposer de revoir les modalités du partenariat public-privé. Nouvel appel d'offres, dédommagement financier : les autorités flamandes en attrapent des sueurs froides.

Rapatrier dans le budget cette ardoise de 3,2 milliards d'euros programmée sur 5,5 ans reviendrait à devoir assumer un déficit annuel de 600 millions d'euros. « Un impact gigantesque sur le budget flamand », concède Annemie Turtelboom (Open VLD), ministre flamande du Budget. « Une incroyable bombe budgétaire », complète le député Groen Wouter Van Besien. A quand le bout du tunnel ? ●

# L'édito

de Thierry Fiorilli/

## LA FIN DU MODÈLE FLAMAND

**L**e mythe ? « C'est un système de communication », soutenait Roland Barthes. Dès lors, le mythe en politique serait un langage de circonstance. D'époque. Ne correspondant qu'à celle à laquelle, ou pour laquelle, il a été créé. Et donc, il décline avec le temps. Jusqu'à dépasser, avec plus ou moins de fracas. C'est l'itinéraire qu'a emprunté le fameux modèle de « la bonne gouvernance flamande ». Tant vanté il y a moins de dix ans, tant brandi comme étendard de savoir-faire sans équivalent, le voilà euthanasié en catimini. Parce qu'il s'est soldé par un pitoyable fiasco, comme l'illustre notre dossier de cette semaine (*lire page 18*).

On l'appelait ViA. Comme « Vlaanderen in Actie ». La Flandre en action. C'était le nom du businessplan socio-économique du gouvernement flamand emmené par Yves Leterme et Kris Peeters. C'était en 2006. Et l'objectif claironné, torse bien bombé, était de placer la Flandre dans le top 5 des régions d'Europe les plus performantes avant 2020. A l'époque, CD&V et N-VA sont en cartel. A ce titre, le parti nationaliste siège dans cet exécutif ultra-conquérant, qui ne considère pas forcément davantage que ses prédécesseurs les francophones incapables de gérer correctement leurs deniers et leurs territoires ; mais qui l'assène beaucoup plus souvent et beaucoup plus fort. La Flandre nage alors dans un océan de certitudes, de surplus budgétaires et d'autosatisfaction. Et avec ce plan, elle va nous donner des leçons de bon management : allègement de l'administration, efficacité des décisions, simplification des règlements, dépolitisation des nominations...

Ça rigole moins aujourd'hui. A peine plus de 10 % des projets promis par ViA ont vu le jour ; la Région n'est que

27<sup>e</sup> au classement européen des performances ; son déficit s'élève à 560 millions et sa dette directe à 16,6 milliards ; l'Europe dénonce des méthodes de gestion qui frisent le montage budgétaire ; l'administration flamande apparaît comme pléthorique et inefficace ; les nominations politiques s'y multiplient ; l'Etat flamand est mauvais payeur ; et l'état financier de ses communes est catastrophique : il constitue 60 % du déficit des pouvoirs locaux de l'ensemble du pays.

Bref, l'actuel ministre-président, le N-VA Geert Bourgeois, qui siégeait d'ailleurs dans l'équipe Leterme-Peeters à l'époque, vient de liquider ViA, sans tapage mais sous les grimaces des plus éminents experts flamands en finances publiques. Certains n'y allant pas par quatre chemins : ce qui était censé consacrer la supériorité flamande n'était

**« La fameuse bonne gouvernance flamande, tant vantée il y a moins de dix ans, s'est soldée par un pitoyable fiasco »**

en réalité qu'une opération de pur marketing. Sans aucune consistance.

Pas question pour autant de se réjouir du malheur du Nord. D'autant qu'en la matière, Bruxelles et la Wallonie n'ont pas vraiment de quoi pavoiser. Mais la faillite de la gouvernance flamande démontre que parmi les clichés véhiculés ayant mené nos deux grandes Communautés à se toiser avec toujours davantage de mépris, certains, et non des moindres, n'étaient que mensonges. Intox.

A l'heure où la N-VA, par la voix de l'un de ses fondateurs, Eric Defoort, raille notre dossier de la semaine dernière (*La N-VA en voie de belgicisation*), rétorquant que nous aurions dû comprendre qu'en réalité c'est « La Belgique qui est en voie de flamandisation », ce n'est une bonne nouvelle pour personne. •